

ÉTIQUETTE
D'IDENTIFICATION

À compléter par le candidat

rabattre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Concours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Rayer les mentions inutiles

EXTERNE

Pour l'emploi de : Inspecteur des finances publiques

Épreuve n° : 3

Matière : Version allemande

Date : 17/09/2019

Nombre d'intercalaires supplémentaires :

À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être totalement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement. Une autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation de crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codes à barres, destinées à permettre à l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance.

Les vingt ans de l'Euro.

Jusqu'à la prochaine crise.

Déjà avant que la création de l'euro se réalise au monde, des sceptiques ont montré les limites. Gerhard Schröder a vu en 1998, avant qu'il ne devienne chancelier, une "monnaie basée sur des erreurs et destinée à être malade". Les économistes comme Milton Friedman ont anticipé le fait qu'une monnaie commune abîmerait le continent. En se rappelant des mises en garde de ce genre, il est étonnant, que l'euro puisse fêter, cependant, ses 20 ans. Certes, il ne grandit plus, mais semble plutôt dans une phase de puberté puisque l'on a encore assez d'espoir mais que l'on a aussi peur de la prochaine grande crise.

Les sceptiques ont eu raison sur un point : l'Euro comme cadre politique amplifiait la crise. Les optimistes ont vu, que d'une union monétaire émergerait une union politique à laquelle ne se sont pas intéressés les pères fondateurs de l'Euro, Helmut Kohl et François Mitterrand, dans les années 1990. Mais c'est logique : d'abord une union politique et ensuite monétaire. Dès lors des règles de fortune pour l'union politique ont été établies comme le pacte de stabilité, élaboré par Niels. Malgré les montagnes de dettes dues par l'Italie en euros et, une Allemagne florissante, le pacte a été adopté en 2003 (sous le gouvernement du chancelier Schröder), comme si le déficit allait se résorber tout seul / être compensé.

Le manque d'une union politique s'est apparu par la suite comme devant être rectifié / corrigé. Plus encore, les pays du sud de l'Europe ont continué à s'endetter à des faibles taux, qui leur était offert en Europe pour surmonter

l'inflation par ^{la} soutien de la consommation et l'investissement immobilier. De plus, lors du 10^{ème} anniversaire, a jubilé la commission de l'Union Européenne à propos de l'Euro, décrit comme "le symbole de notre unité politique en croissance". Quelques mois plus tard, la crise financière mondiale a découvert la dette souveraine de la Grèce et d'autres pays. Y'en est suivi des pertes à court terme, des records de chômage et des querelles à propos de comment la manne des Etats en crise devait être gérée.

Certains disent que la situation sans précédent à laquelle s'est confrontée l'Europe a l'avantage de montrer que l'Euro ne pourrait jamais aller aussi mal. Cet inconvénient est passé. L'union monétaire crée de grands avantages économiques. Les pays comme l'Allemagne qui exportent dans des pays dans lesquels ils devaient auparavant être plus compétitifs pour les droits de douanes. La monnaie commune n'est pas non plus une monnaie forte. L'euro n'est pas un trésor. Si avec ça la monnaie ne peut pas surmonter la prochaine crise, les erreurs de sa naissance devraient être corrigées.

Il est aussi nécessaire d'avoir une économie commune car les nations à la fois ont besoin d'un cadre politique, afin de construire une économie commune.

Le temps des réformes a sonné!

Süddeutsche Zeitung, 5.10.19